



PRÉFET DE LA LOIRE

**ARRETE N° 34 /DDPP/2019**  
**portant mise en demeure**

Le Préfet de la Loire

VU le code de l'environnement et notamment l'article L. 171-8 du titre VII du livre Ier ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrière et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière et notamment son article 19 § 19.6 ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 février 2013 autorisant la société CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE à exploiter une carrière de roche dure sur le territoire de la commune de Bellegarde-en-Forez, lieu-dit "Ruffy" (42210) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 28 décembre 2018, établi à la suite d'une visite d'inspection du 29 octobre 2018, constatant que l'exploitant n'a pas réalisé les mesures de retombées de poussières imposées par les nouvelles dispositions de l'article 19 § 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé ;

**CONSIDERANT** que l'absence de mesures de retombées de poussières constitue un défaut de surveillance des émissions générées par l'exploitation dans l'environnement et qu'il y a donc lieu de mettre en demeure l'exploitant de prendre les mesures nécessaires afin de garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de la Loire ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1** – La société CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE pour l'installation exploitée sur le territoire de la commune de Bellegarde-en-Forez, lieu-dit "Ruffy", est mise en demeure, sous un délai de 2 mois, de respecter les dispositions prévues à l'article 19 § 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé en mettant en œuvre la première campagne de mesures de 30 jours.

**ARTICLE 2** – Les campagnes de mesures suivantes devront être réalisées selon les dispositions prévues par l'article 19 § 19.6 de l'arrêté du 22 septembre 1994 susvisé.

**ARTICLE 3** – Faute pour l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

**ARTICLE 3** – En application des dispositions de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 4** - Monsieur le Sous-Préfet de Montbrison, Madame la directrice départementale de la protection des populations, Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées et Monsieur le maire de Bellegarde-en-Forez sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à Saint-Etienne, le **23 JAN. 2019**

Pour le Préfet  
et par délégation  
le Secrétaire Général

  
**Gérard LACROIX**

copie adressée à :

- société CARRIERES DE LA LOIRE DELAGE
- Lieu-dit "Ruffy"
- 42210 BELLEGARDE EN FOREZ
- Mairie de Bellegarde-en-Forez
- Sous-Préfecture de Montbrison
- Inspection de l'environnement DREAL UID 42/43
- Archives
- Chrono